

|  |  |
| --- | --- |
| **Nº 4/2019** | **24 janvier 2019** |

**#EESCplenary: «Nous devons réconcilier les citoyens avec le projet européen», déclare Luca Jahier, le président du CESE**

**La session plénière de janvier du Comité économique et social européen (CESE) a donné lieu à un débat avec la première ministre roumaine, Vasilica-Viorica Dăncilă, sur les priorités de la présidence de l’UE au premier semestre de 2019. Luca Jahier, le président du CESE, a souligné combien il importe, à la veille des élections au Parlement européen, de rétablir la confiance des citoyens européens dans la vie politique.**

Il faut que le processus d’intégration européenne soit mieux compris, accepté et soutenu par les premiers concernés, les Européens. «L’avenir de l’Europe fera l’objet de discussions à l’occasion du sommet de Sibiu, qui aura lieu le 9 mai 2019, date symbolique, puisque c’est la Journée de l’Europe. Ce sera la dernière occasion, avant les élections, d’afficher une Europe forte et unie, proche de l’ensemble de ses citoyens et résolue à prendre des mesures audacieuses à leur intention», a déclaré **M. Jahier**. Et d’ajouter: «Nous avons besoin non seulement de politiques plus efficaces de la part de l’UE, mais aussi d’un nouveau discours positif capable de réconcilier les citoyens avec le projet européen et de rétablir leur confiance dans la politique, en renforçant la cohésion et en luttant contre les tendances populistes».

À ce propos, **M. Jahier** a félicité la Roumanie d’avoir organisé une vaste consultation publique afin de définir les priorités de sa présidence, en accordant une attention particulière aux jeunes. Il a ensuite souligné qu’il était temps de produire des résultats tangibles, en évoquant non seulement le débat sur l’avenir de l’Europe et les élections européennes de mai 2019, mais aussi le Brexit, les négociations sur le cadre financier pluriannuel (CFP) et la politique de cohésion, ainsi que la question de la migration. «La Roumanie devra mener des discussions, faire preuve de clairvoyance et assumer la prise de décisions qui auront des incidences sur l’ensemble du bloc de 28 pays», a-t-il déclaré. La présidence roumaine doit saisir cette occasion. Les Roumains font partie des peuples les plus pro-européens et montrent un grand attachement aux valeurs de l’Union. Le gouvernement actuel a la capacité de jouer un rôle de médiateur, renforçant l’idée européenne et tenant compte des points de vue des citoyens de l’Europe», a-t-il conclu.

**Mme Dăncilă** a exprimé sa ferme intention de réaliser des avancées substantielles sur les problèmes les plus pressants auxquels l’Union est confrontée, dans le but de progresser, dans un effort commun de la part de tous les acteurs concernés, sur la voie de l’unité, de la cohésion, de la solidarité et de l’équité. Elle a également réaffirmé que la présidence roumaine de l’UE s’engage résolument à défendre les valeurs de l’Europe et à écouter la voix de ses citoyens à propos de la direction que l’Union devrait suivre. «Il s’agit là d’une priorité de la présidence roumaine. Nous allons proposer des solutions et prendre des décisions aussi proches que possible de la population et des réalités de nos sociétés. Seule une implication constante des citoyens nous permettra de conserver une Europe forte et cohésive», a-t-elle affirmé.

«La cohésion, une valeur européenne commune» est en effet la devise choisie par la présidence, qui promouvra cette valeur sur trois fronts: le front politique (besoin d’unité entre les États membres, les institutions européennes et les citoyens), le front économique et territorial (en visant à combler les écarts de développement entre les États membres et les régions) et, enfin, le front social (qui est important sur le plan de la préservation des quatre libertés du marché intérieur de l’Union).

Plus particulièrement, la présidence roumaine de l’UE se concentrera sur quatre lignes d’action: une Europe de la convergence, une Europe plus sûre, une Europe en tant qu’acteur global et une Europe des valeurs communes:

* une **Europe de la convergence**: croissance, cohésion, compétitivité, connectivité, avec notamment le développement durable, la convergence, l’emploi et les droits sociaux, l’innovation et la numérisation, la connectivité et les marchés;
* une **Europe plus sûre**: avec notamment le renforcement de la sécurité intérieure dans le cadre de la gestion des frontières et de l’espace Schengen et l’avenir de l’espace de liberté, de sécurité et de justice;
* une Europe **en tant qu’acteur mondial puissant:** avec notamment la politique de sécurité et de défense commune et l’efficacité de l’action extérieure de l’Union, la politique de voisinage et le respect des engagements pris au niveau international;
* une **Europe des valeurs communes**: avec notamment la solidarité, la cohésion, l’égalité des chances et la justice sociale, la démocratie, la liberté et le respect de la dignité humaine, et la lutte contre le racisme, la xénophobie, l’antisémitisme, l’intolérance et le populisme.

Depuis le 1er janvier 2019, la Roumanie assume la présidence du Conseil de l’Union européenne, pour la première fois de son histoire. Inaugurant une nouvelle pratique pour les présidences tournantes du Conseil, la première ministre roumaine s’est adressée à l’assemblée plénière du CESE après avoir pris la parole lors de la session plénière du Parlement européen du 15 janvier 2019. La présidence roumaine de l’UE sera suivie par la présidence finlandaise au second semestre 2019, puis par la présidence croate à partir de janvier 2020.

**Le contexte**

Pour de plus amples informations sur les activités du CESE au cours de la présidence roumaine, veuillez consulter notre [site internet](http://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/publications-other-work/publications/les-activites-du-cese-durant-la-presidence-bulgare-janvier-juin-2019).

**Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec:**

# Service de presse du CESE – Marco Pezzani+32 (0)2 546 97 93 · Mobile +32 (0)470 881 903

marco.pezzani@eesc.europa.eu

# **@EESC\_PRESS**

[VIDEO: L'Europe au travail](https://www.eesc.europa.eu/en/news-media/videos/europe-work)

*Le Comité économique et social européen est un organe institutionnel consultatif, établi en 1957 par le traité de Rome. Il compte 350 membres venus de l’Europe entière, qui sont nommés par le Conseil. Il assure la représentation des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée. Grâce à sa mission de consultation, ses membres, et donc les organisations qu’ils représentent, peuvent participer au processus décisionnel de l’Union européenne.*

Si vous ne souhaitez plus recevoir de messages de notre part, merci de nous envoyer un courriel à l’adresse press@eesc.europa.eu